- Coordination (1) n. 5214/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, première chambre, isi par le Ministre des Communications, le 5 mai 1956, d'une mande d'avis, dans un délai ne passant pas trois jours, sur un ojet de loi "organique de l'enignement maritime", a donné le mai 1956 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e mei 1956 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot regeling van het Zeevaartonderwijs", heeft de 8e mei 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à doter l'enseignement maritime d'un statut légal qui s'inspire de la loi du 29 juillet 1953 organique de l'enseignement technique et de la loi du 27 juillet 1955 fixant des règles d'organisation de l'enseignement de l'Etat, des provinces et des communes, et de subvention par l'Etat, d'établissements d'enseignement moyen, normal et technique.

Le Conseil d'Etat a déjà été saisi de deux avant-projets de loi organique de l'enseignement maritime. Il a donné un premier avis, le 22 février 1954. Le 11 décembre 1954, il a été saisi par le Ministre des Communications d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un nouvel avant-projet de loi ayant le même objet.

En rédigeant le troisième avant-projet, le Gouvernement a tenu compte de certaines des observations que le Conseil d'Etat avait formulées, dans les avis qu'il a donnés les 22 février et 15 décembre 1954 sous les n°s 4086/2 et 4552/2. Il n'y est plus revenu.

Différents articles du projet tantôt se réfèrent à des articles de la loi du 27 juillet 1955, tantôt reproduisent des dispositions de cette loi. Etant donné qu'il s'agit là de textes légaux en vigueur, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer d'y apporter des modifications.

\+

\+ \+

.../...

L'énumération formulée au 4ème alinéa de l'article 1er étant cumulative, il conviendrait de le rédiger comme suit :

"Les établissements d'enseignement maritime organisés par l'Etat, les provinces et les communes et les établissements d'enseignement maritime privés subventionnés par l'Etat sont soumis au régime de la présente loi".

\+

\+ +

Au deuxième alinéa de l'article 4, le texte français ne reproduit pas les mots "van dezе" qui figurent au texte néerlandais. Ces mots peuvent être omis du texte néerlandais sans aucun inconvénient.

\+

\+ +

Dans le texte français des articles 5, 6 et 7, il est proposé de substituer aux mots "est fondé sur" les mots "vise à donner", qui expriment mieux l'idée formulée.

\+

\+ +

L'article 12 serait mieux rédigé comme suit :

.../...

"Le Roi peut créer, par arrêté délibéré en conseil des Ministres, un établissement ou une section d'enseignement maritime, ainsi que reprendre un établissement d'enseignement maritime privé, une section ou une annexe, lorsque le besoin s'en fait sentir".

\+

\+ \+

L'article 19 prévoyant la gratuité de l'enseignement dans les établissements de l'Etat pour les élèves de nationalité belge ou luxembourgeoise, il conviendrait de préciser que le minerval dont il est question à l'article 20 est celui qui est exigé des élèves étrangers autres que les luxembourgeois, à moins que ce minerval ne concerne que le séjour des élèves dans un internat ou en demi-pension et qu'il soit dû par tous (voir article 14).

En vertu de la dernière phrase de l'article 20 du projet, le Roi "fixe l'importance des bourses d'études et les conditions dans lesquelles elles peuvent être octroyées", pouvoir que l'article 21 permet au Roi de déléguer au Ministre. Cette disposition a pour effet de soustraire les bourses d'études accordées aux élèves de l'enseignement maritime de l'Etat à l'application de la loi du 19 mars 1954 instituant un Fonds national des études. La règle étant toutefois énoncée au chapitre III du projet qui traite de l'enseignement maritime de l'Etat, il s'ensuit que l'octroi des bourses d'études aux élèves de l'enseignement maritime organisé par les provinces ou les communes

.../...

et à ceux de l'enseignement maritime privé continuera à être soumis au régime institué par la loi du 19 mars 1954. Or, il résulte des renseignements fournis par le délégué du Ministre des Communications que le Gouvernement n'a pas l'intention de soumettre l'octroi des bourses d'études aux élèves de l'enseignement maritime, à des régimes différents selon le caractère de l'établissement dans lequel les élèves effectuent leurs études, et qu'il désire que toutes les bourses d'études accordées aux élèves de cet enseignement échappent à l'application de la loi du 19 mars 1954. Pour exprimer cette intention complètement, il conviendrait de faire figurer la disposition relative aux bourses d'études, non pas au chapitre III qui traite de l'enseignement maritime de l'Etat, mais au chapitre II qui contient les dispositions communes à tous les établissements d'enseignement maritime, où elle pourrait faire l'objet d'une section 4 intitulée "Bourses d'études" contenant un article unique rédigé comme suit :

"Article 12.-

Le Roi fixe l'importance des bourses d'études et les conditions dans lesquelles elles sont octroyées. Il peut charger le Ministre des Communications d'exercer tout ou partie des pouvoirs que lui confère le présent article ".

L'introduction, dans le projet, de ce nouvel article, nécessitera la modification de la numérotation des articles 12 et suivants, ainsi que des références faites à ces articles.

.../...

Compte tenu de l'observation qui précède, et pour autant que le minerval visé à l'article 20 ne soit pas dû par tous les élèves, cet article pourrait être rédigé comme suit :

"Article 20.-

Le Roi détermine les conditions dans lesquelles le minerval à payer par les ressortissants étrangers autres que les Luxembourgeois et les rétributions pour logement, nourriture, uniforme et assurance, sont exigés des élèves dans les établissements d'enseignement maritime de l'Etat".

+

+ +

L'article 23 du projet charge le Roi d'organiser des conseils scolaires pour chaque établissement d'enseignement maritime de l'Etat. S'il se conçoit que le projet confie au Roi le pouvoir de déterminer la composition et le mode de nomination des membres de ces conseils, il convient cependant que le projet indique quelle sera la mission de ceux-ci. Il ne suffit pas de l'indiquer dans l'exposé des motifs.

+

+ +

.../...

L'article 25 serait mieux rédigé comme suit :

"Article 25.-

Des subventions d'équipement peuvent être accordées aux établissements d'enseignement maritime, organisés par les provinces ou les communes qui satisfont aux conditions de l'article 9 de la loi du 27 juillet 1955".

+

+ +

Les dispositions de la loi du 27 juillet 1955 auxquelles se réfère l'article 26 du projet n'employant pas les mots "Ministre de l'Instruction publique", il n'y a pas lieu de prévoir au 2ème alinéa de cet article que les termes "Ministre des Communications" seront substitués aux termes "Ministre de l"Instruction publique".

+

+ +

Le mot "toutefois", par lequel débute l'article 27 du projet, devrait être supprimé.

+

+ +

L'article 28 du projet renvoie à de nombreuses dispositions de la loi du 27 juillet 1955. En adoptant ce système de référence, les auteurs du projet ont perdu du vue que les articles auxquels ils se référaient, conte-

naient de nombreuses dispositions qui ne régissent pas uniquement l'enseignement technique. En rendant applicables à l'enseignement maritime des dispositions qui ne concernent que l'enseignement normal ou l'enseignement moyen, alors que l'intention du Gouvernement est de rendre applicablesà l'enseignement maritime les seules dispositions qui régissent l'enseignement technique, le système de référence utilisé aurait pour effet de susciter des difficultés d'interprétation. Ces difficultés seraient d'autant plus grandes que les articles de la loi du 27 juillet 1955 rendus applicables à l'enseignement maritime contiennent des expressions telles que "écoles techniques supérieures" (article 20, 2ème alinéa), "institutions techniques supérieures" (article 24, § 1er), "cours techniques" (article 27, 2ème alinéa), dont le sens devrait être précisé pour permettre l'application de ces articles à l'enseignement maritime. Etant prié de donner son avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, le Conseil d'Etat n'a pu proposer un texte qui aurait reproduit les dispositions de la loi du 27 juillet 1955 que le Gouvernement a l'intention de rendre applicables à l'enseignement maritime par l'article 28 du projet à l'exclusion des autres. Il estime toutefois que la rédaction de cet article devrait être remaniée de façon à indiquer avec plus de précision les dispositions applicables à l'enseignement maritime.

\+

\+ \+

L'article 31 du projet reproduit l'article 33 de la loi du 27 juillet 1955. Cette disposition ne figurait pas dans le projet de cette loi lorsqu'il fut soumis au Conseil d'Etat. Elle a été élaborée au cours de la discussion de la loi par les chambres législatives. Pour cette raison, le Conseil d'Etat s'abstient d'en proposer la modification, bien qu'il soit d'une intelligence difficile.

\+

\+ \+

En raison du procédé de référence utilisé par l'article 34 du projet, et pour éviter une confusion entre la loi du 27 juillet 1955 et la loi organique de l'enseignement maritime, le Conseil d'Etat propose de substituer aux mots "échappent à l'application de l'article 31 de la présente loi" qui figurent au 3ème alinéa de l'article 34, les termes "échappent à l'application de l'article 31 de la loi organique de l'enseignement maritime".

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 41, l'article 8 du projet sortirait ses effets le 1er janvier 1930. Il résulte des explications fournies par le délégué du Ministre des Communications que cette disposition tend à consacrer la validité des certificats, diplômes, brevets et licences qui ont été délivrés avant l'entrée en vigueur de la loi, et à permettre au Roi de déterminer le cycle de l'enseignement maritime auquel ressortit chacun de ces titres de capacité.

Pour réaliser cette intention, tout en évitant de donner à la loi un effet rétroactif remontant loin dans le passé et dont on ne saurait déterminer toutes les conséquences possibles, le Conseil d'Etat propose de supprimer les mots "et l'article 8 le 1er janvier 1930", qui figurent au 2ème alinéa de l'article 41, et d'insérer avant cet article une disposition rédigée comme suit :

.../...

"Article 42.-

"Les certificats, diplômes, brevets et licences, délivrés conformément à la réglementation sur l'enseignement maritime antérieure à l'entrée en vigueur de la présente loi, sont classés par le Roi en les rattachant à un des cycles énumérés à l'article 4. Ils ont la même valeur que ceux délivrés en vertu de la présente loi au terme du cycle d'enseignement auquel ils sont rattachés".

Compte tenu de l'insertion d'un article entre les articles 11 et 12 du projet, l'insertion de cet article aurait pour effet de faire de ce qui subsisterait de l'article 41 l'article 43 du projet.

Het ontwerp strekt er om, ten behoeve van het zeevaartonderwijs een wettelijk statuut tot stand te brengen in de geest van de wet van 29 juli 1953 tot regeling van het technisch onderwijs en van de wet van 27 juli 1955 houdende regelen inzake inrichting van het onderwijs van de Staat, de provincies en de gemeenten, en inzake subsidiëring door de Staat van inrichtingen voor middelbaar-, normaal- en technisch onderwijs.

Twee voorontwerpen van wet tot regeling van het zeevaartonderwijs werden reeds aan de Raad van State voorgelegd. Op 22 februari 1954 heeft de Raad van State een eerste advies gegeven. Op 11 december 1954 werd hij door de Minister van Verkeerswezen verzocht binnen een termijn van ten hoogste drie dagen van advies te dienen over een nieuw voorontwerp van wet met hetzelfde voorwerp.

Bij het opstellen van het derde voorontwerp heeft de Regering rekening gehouden met een deel van de opmerkingen welke de Raad van State in zijn adviezen nr 4086/2 van 22 februari en nr 4552/2 van 15 december 1954 naar voren had gebracht. Daarop wordt niet meer teruggekomen.

In het ontwerp komen een aantal artikelen voor, die of wel verwijzen naar artikelen van de wet van 27 juli 1955, of wel bepalingen van die wet overnemen. Aangezien het hier van kracht zijnde wetteksten betreft, stelt de Raad van State geen wijzigingen in die teksten voor.

\+

\+ \+

.../...

De opsomming in het vierde lid van artikel 1 is cumulatief; de bepaling zou daarom beter als volgt worden gelezen :

"De door de Staat, provincies en gemeenten tot stand gebrachte inrichtingen voor zeevaartonderwijs en de van Staatswege gesubsidieerde bijzondere inrichtingen voor zeevaartonderwijs vallen onder de gelding van deze wet".

\+

\+ +

De in artikel 4, tweede lid, voorkomende woorden "van deze",waarvoor de Franse tekst geen equivalent geeft, kunnen zonder bezwaar wegvallen.

\+

\+ +

Voorgesteld wordt in de Franse tekst van de artikelen 5, 6 en 7 de woorden "est fondé sur" te vervangen door "vise à donner",die de gedachte beter weergeven.

\+

\+ +

.../...

Artikel 12 zou beter worden gelezen als volgt :

"De Koning kan, bij besluit waarover in Ministerraad is beraadslaagd, een inrichting of een afdeling voor zeevaartonderwijs oprichten, alsook een bijzondere inrichting voor zeevaartonderwijs, een afdeling of een aanhorigheid overnemen, wanneer daaraan de behoefte bestaat".

\+

\+ \+

Daar het onderwijs in de Rijksinrichtingen volgens artikel 19 kosteloos is voor leerlingen van Belgische of Luxemburgse nationaliteit, zou nader moeten worden bepaald dat met het schoolgeld waarvan sprake in artikel 20 bedoeld wordt het schoolgeld dat van de andere buitenlandse leerlingen dan Luxemburgers wordt geëist, tenzij dat schoolgeld alleen voor het verblijf der leerlingen in een internaat of in een half-internaat zou dienen, en door allen zou zijn verschuldigd (zie artikel 14).

Krachtens de laatste volzin van artikel 20 van het ontwerp "bepaalt de Koning de belangrijkheid van de studiebeurzen en de voorwaarden waaronder zij mogen worden verleend", welke bevoegdheid de Koning op grond van artikel 21 aan de Minister kan overdragen . Deze bepaling heeft voor gevolg de aan de leerlingen der Rijksinrichtingen voor zeevaartonderwijs verleende studiebeurzen te onttrekken aan de toepassing van de wet van 19 maart 1954 houdende instelling van een Nationaal Studiefonds. Doordat de regel evenwel is neergelegd in hoofdstuk III van het ontwerp, dat over het Rijkszeevaartonderwijs handelt, zal

.../...

de bij de wet van 19 maart 1954 ingevoerde regeling dus blijven gelden voor het toekennen van studiebeurzen aan leerlingen van het door de provincies of gemeenten tot stand gebrachte zeevaartonderwijs en aan die van het bijzonder zeevaartonderwijs. Uit de inlichtingen welke de gemachtigde van de Minister van Verkeerswezen heeft verstrekt, is nochtans gebleken dat het niet in de bedoeling van de Regering ligt het toekennen van studiebeurzen aan leerlingen van het zeevaartonderwijs aan verschillende regelingen te onderwerpen naar gelang van de aard der inrichting waar de leerlingen studeren,en dat zij alle aan leerlingen van dat onderwijs toegekende studiebeurzen aan de toepassing van de wet van 19 maart 1954 wenst te onttrekken. Om die bedoeling ten volle tot uiting te brengen,zou de bepaling over de studiebeurzen niet in hoofdstuk III, dat op het Rijkszeevaartonderwijs betrekking heeft, maar in hoofdstuk II, dat de aan alle inrichtingen voor zeevaartonderwijs gemene bepalingen bevat, moeten worden opgenomen; in dit hoofdstuk kan het onder de titel "Studiebeurzen" een afdeling 4 vormen, bestaande uit een enig artikel luidend als volgt :

"Artikel 12.-

De Koning bepaalt de omvang van de studiebeurzen en de voorwaarden waaronder zij worden toegekend. Hij kan de Minister van Verkeerswezen gelasten de bevoegdheid welke dit artikel Hem verleent, geheel of gedeeltelijk uit te oefenen".

Door dit nieuwe artikel wordt een vernummering van de artikelen 12 en volgende, en van de verwijzingen naar die artikelen, noodzakelijk gemaakt.

.../...

Met inachtneming van bovenstaande opmerking, en voor zover het in artikel 20 bedoelde schoolgeld niet door alle leerlingen is verschuldigd, zou dit artikel als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Artikel 20.-

De Koning bepaalt onder welke voorwaarden het door andere buitenlandse onderdanen dan Luxemburgers te betalen schoolgeld en de retributies voor inwoning, voeding, uniform en verzekering, in de Rijksinrichtingen voor zeevaartonderwijs van de leerlingen worden geëist".

\+

\+ \+

Artikel 23 van het ontwerp belast de Koning met het oprichten van schoolraden voor iedere Rijksinrichting voor zeevaartonderwijs. Is het redelijk de bevoegdheid tot het bepalen van de samenstelling dezer raden en van de wijze van benoeming der leden aan de Koning toe te vertrouwen, het is niettemin noodzakelijk de opdracht van die raden in het ontwerp te omschrijven. Het is niet voldoende dit in de memorie van toelichting te doen.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 25 zou beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 25.-

Aan de door de provincies of gemeenten tot stand gebrachte inrichtingen voor zeevaartonderwijs die aan de bij artikel 9 van de wet van 27 juli 1955 gestelde voorwaarden voldoen, kunnen uitrustingstoelagen worden verleend".

\+

\+ +

In de bepalingen van de wet van 27 juli 1955 waarnaar artikel 26 van het ontwerp verwijst, komen de woorden "Minister van Openbaar Onderwijs" niet voor, zodat het overbodig is in het tweede lid van dit artikel te zeggen dat de woorden "Minister van Verkeerswezen" in de plaats komen van "Minister van Openbaar Onderwijs".

\+

\+ +

Het woord "evenwel" vooraan in artikel 27 van het ontwerp kan achterwege blijven, en het werkwoord moet dienovereenkomstig worden verplaatst.

\+

\+ +

.../...

In artikel 28 van het ontwerp wordt naar verschillende bepalingen van de wet van 27 juli 1955 verwezen. Bij dit stelsel van verwijzingen hebben de stellers van het ontwerp uit het oog verloren, dat in de artikelen waarnaar verwezen wordt talrijke bepalingen voorkomen die niet uitsluitend op het technisch onderwijs betrekking hebben. Door bepalingen die alleen het normaal onderwijs of het middelbaar onderwijs betreffen, toepassing te doen vinden op het zeevaartonderwijs, terwijl de Regering toch alleen de bepalingen met betrekking tot het technisch onderwijs op het zeevaartonderwijs van toepassing wil verklaren, zou dit stelsel van verwijzingen aanleiding kunnen geven tot moeilijkheden bij de interpretatie. Deze moeilijkheden zouden des te groter zijn, daar in de artikelen van de wet van 27 juli 1955 die op het zeevaartonderwijs van toepassing zouden worden verklaard, uitdrukkingen voorkomen als "hogere technische scholen" (artikel 20, tweede lid), "hogere technische inrichtingen" (artikel 24, § 1), "technische vakken" (artikel 27, tweede lid),waarvan de zin zou moeten omschreven worden om de toepassing van deze artikelen op het zeevaartonderwijs mogelijk te maken. Aangezien hij verzocht werd zijn advies binnen drie dagen te geven, is het de Raad van State niet mogelijk geweest een tekst voor te stellen waarin een opgave voorkomt van de bepalingen van de wet van 27 juli 1955, die de Regering, met uitsluiting van de andere,door middel van artikel 28 van het ontwerp op het zeevaartonderwijs toepasselijk wil maken. De Raad van State is echter van oordeel dat de redactie van dit artikel derwijze dient te worden omgewerkt, dat de bepalingen, die op het zeevaartonderwijs toepassing zullen vinden, nauwkeuriger worden aangegeven.

\+

\+ \+

.../...

Artikel 31 van het ontwerp is overgenomen uit artikel 33 van de wet van 27 juli 1955. Toen deze wet in ontwerp aan de Raad van State werd voorgelegd, kwam die bepaling er niet in voor. Zij kwam tot stand bij de bespreking in de Wetgevende Kamers. Daarom, en ofschoon zij moeilijk te begrijpen is, ziet de Raad van State er van af een voorstel tot wijziging te doen.

\+

\+ +

Wegens het in artikel 34 van het ontwerp gebruikte stelsel van verwijzingen en teneinde verwarring tussen de wet van 27 juli 1955 en de wet tot regeling van het zeevaartonderwijs te vermijden, stelt de Raad van State voor, in het derde lid van artikel 34 de woorden "vallen niet onder de toepassing van artikel 31 van deze wet" te vervangen door : "vallen niet onder de toepassing van artikel 31 van de wet tot regeling van het zeevaartonderwijs".

\+

\+ +

Luidens artikel 41 zou artikel 8 van het ontwerp uitwerking hebben met ingang van 1 januari 1930. Uit de door de gemachtigde van de Minister van Verkeerswezen verstrekte uitleg blijkt, dat deze bepaling dient om de geldigheid te bekrachtigen van de getuigschriften, diploma's, brevetten en vergunningen die

.../...

vóór de inwerkingtreding van de wet zijn uitgereikt, en om de Koning in staat te stellen te bepalen met welke cyclus van het zeevaartonderwijs elk van deze bekwaamheidsbewijzen verband houdt.

Om deze bedoeling te verwezenlijken zonder aan de wet een zover terugwerkende kracht te verlenen, waarvan niet alle mogelijke gevolgen te overzien zijn, stelt de Raad van State voor, in het tweede lid van artikel 41 de woorden "en artikel 8 op 1 januari 1930" te schrappen en vóór dit artikel een als volgt te lezen bepaling in te voegen:

"Artikel 42.-

De getuigschriften, diploma's, brevetten en vergunningen uitgereikt overeenkomstig de vóór het inwerkingtreden van deze wet, voor het zeevaartonderwijs geldende reglementering, worden door de Koning gerangschikt in het verband van een der in artikel 4 genoemde cyclussen. Zij hebben dezelfde waarde als die welke op grond van deze wet worden uitgereikt bij het einde van de onderwijscyclus in het verband waarvan zij zijn gerangschikt".

Rekening houdend met de invoeging van een artikel tussen de artikelen 11 en 12 van het ontwerp, zou het opnemen van dit artikel voor gevolg hebben, dat hetgeen van artikel 41 overblijft artikel 43 wordt.

La chambre était composée de / De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	J. COYETTE, G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat, raadsheren van State,	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.LEPAGE.Le rapport a été présenté par M. LIGOT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. LIGOT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.